

15 novembre 2024

La réindustrialisation est une affaire de territoire

Une analyse de [Sonia Bellit](#), directrice des études de [l'Institut Enterritoires](#) pour



Dans la cadre de la démarche « Provence Fabrique des Possibles¹ », Alexandre Saubot, président de France Industrie, a rappelé combien « *travailler tous ensemble sur un territoire comme la Région Sud, faire intervenir tous les acteurs, l'Etat, les technologies, les bureaux d'études, toute cette intelligence collective, est essentiel* ». Dans le prolongement de cette réflexion, l'Institut Enterritoires revient dans cette analyse sur la nécessité, devenue impérative aujourd'hui, d'une mobilisation de l'ensemble de ses parties prenantes pour réussir la réindustrialisation d'un territoire.

¹ Provence Fabrique des possibles : un collectif de 100 dirigeants d'entreprises de la région Sud qui s'engagent pour répondre à l'urgence de décarbonation de l'industrie d'ici 2030.

L'industrie, comme facteur de cohésion territoriale

Située dans les villes moyennes ou à la périphérie des grandes villes, l'industrie joue un rôle central en matière de cohésion territoriale. Selon Business France (2023), les communes de moins de 20 000 habitants sont les premiers destinataires des projets d'investissement étrangers. Pourtant, la crise du Covid-19 a fait apparaître au grand jour la mise sous tension des territoires et de leur marché de l'emploi causée par trente années de désindustrialisation. Bien plus, elle a révélé les vulnérabilités auxquelles s'expose une économie, en cas de forte dépendances vis-à-vis de l'étranger. De cela, ont émergé de nombreuses réflexions sur la nécessité de (re)localiser la production industrielle sur les territoires, et en filigrane, sur l'importance de l'idée d'ancrage territorial pour les entreprises. C'est en effet dans un territoire avec son histoire, sa géographie, ses ressources naturelles, sa spécialisation sectorielle, la qualité de ses infrastructures... que s'implante ou se développe une activité. La réindustrialisation est donc d'abord une affaire de territoire. De ce point de vue, les districts industriels italiens sont un exemple emblématique d'un modèle de développement local compétitif et innovant, où les entreprises travaillent en réseau et entretiennent un rapport au territoire très fort. On peut également citer le Mittelstand allemand, ces entreprises familiales remarquables pour leur esprit entrepreneurial et présentant un attachement fort à leur écosystème local. Sans prétendre transposer ces modèles en France, ils constituent tout au moins une source d'inspiration des ressources à valoriser au niveau local.

Des territoires plus résilients que d'autres

Le développement industriel d'un territoire dépend en effet de la capacité des acteurs à exploiter les ressources dont ils disposent (centres de formation initiale et continue, infrastructures matérielles et immatérielles, accès au foncier, etc.). L'économiste Marie Ferru-Clément montre comment la région de Châtelleraut a su exploiter une compétence clé pour transformer son industrie, passant de la coutellerie au matériel médical, en passant par l'armement et les équipements automobiles. Cette capacité à remobiliser les compétences au niveau local pour une nouvelle activité peut, par ailleurs, constituer un outil efficace de gestion de crise. Ainsi, le redéploiement de main d'œuvre a connu un succès croissant pendant la crise sanitaire. Par exemple, Airbus a mis à disposition de Naval Group une dizaine d'ouvriers qualifiés en avril 2021. Finalement, l'essor industriel suppose la mobilisation de multiples parties prenantes sur le territoire.

Une capacité à mobiliser des acteurs

C'est ce que montre une étude récente du think tank La Fabrique de l'industrie (Granier, 2021). Sur la base de plusieurs études de terrain, il apparaît que la diversité des trajectoires économiques locales ne s'explique pas uniquement, loin s'en faut, par la structure industrielle du territoire, sa géographie ou encore ses infrastructures. Au contraire, l'étude révèle l'importance décisive de la capacité des acteurs locaux à se

fédérer. A potentiels équivalents, les territoires les plus vivaces sont ceux où les acteurs locaux ne se contentent pas de s'adapter passivement à des conditions héritées de l'histoire ou liées à l'environnement socio-économiques : ils agissent sur les ressources du territoire et contribuent à les renouveler.

Cet « effet local » difficilement mesurable s'apparente alors à la détermination et la confiance avec lesquelles les différentes parties prenantes du territoire parviendront à se mettre autour de la table pour tirer parti de leurs ressources. Ainsi la mise en relation, voire la connivence, des acteurs publics et privés constitue un premier socle indispensable à la construction d'un projet local partagé. Une compréhension mutuelle des besoins de chacun est la meilleure manière de faire converger les intérêts individuels et collectifs. On peut dès lors citer en exemple la ville emblématique de Vitré, connue pour avoir l'un des taux de chômage les plus faibles de France qui tient, semble-t-il, à la qualité de sa gouvernance locale. En effet, dès la fin des années 1970, des comités de développement ont été instaurés par Pierre Méhaignerie réunissant à la fois des chefs d'entreprise, des associations et des élus pour dialoguer et réfléchir ensemble à des propositions concrètes pour le territoire (Méhaignerie, 2021). Par ailleurs, Vitré a également créé les conditions de rencontre entre le monde de l'entreprise et le monde institutionnel en créant la maison de l'emploi, de l'entreprise et de la formation (MEEF) qui a la particularité d'héberger à la fois France Travail mais aussi de nombreux autres acteurs locaux comme la chambre d'agriculture et un pôle dédié à l'entrepreneuriat. En somme, une culture fédératrice sans laquelle il n'est pas certain que le « miracle vitréen » ait vu le jour.

Pour finir, il convient de souligner que la transition écologique est, elle aussi, une affaire de territoire. Elle est l'opportunité pour les territoires de se réinventer à l'image de Dunkerque qui est devenu l'emblème de la réindustrialisation verte. Mais là encore, cela ne pourra se faire sans impliquer l'ensemble des parties prenantes, au premier rang desquels les citoyens eux-mêmes. Les projets industriels, aussi vertueux soient-ils, se heurtent, en effet, de plus en plus à des problèmes d'acceptabilité de la part des riverains. Dès lors, les entreprises doivent engager de véritables réflexions collectives, seules conditions de leur succès.

Contact :



Sonia Bellit,

directrice des études de [l'Institut Enterritoires](https://www.institutenterritoires.com/)

06 51 81 86 72

sonia.bellit@institutenterritoires.com

Retrouvez les analyses de l'Institut Enterritoires sur le site de Provence Fabrique des Possibles :

<https://www.provence-fabrique-des-possibles.com/>